

Algérie : Jean-Pierre Lledo dénonce la partialité du rapport de Benjamin Stora (première partie)

écrit par Christine Tasin | 11 février 2021



Le 20 janvier dernier, Benjamin Stora a remis à Emmanuel Macron un rapport sur « les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie ». La Revue Politique et Parlementaire a recueilli la réaction du cinéaste Jean-Pierre Lledo, que nous publions en cinq parties.

Avant toute chose, il me semble nécessaire de dire que je ne suis pas historien, mais cinéaste ; que je suis né comme Benjamin Stora en Algérie, trois ans avant lui ; que tout comme lui, je suis juif, mais contrairement à lui uniquement par ma mère ; que je n'ai quitté l'Algérie dont j'ai encore la nationalité, qu'en 1993, chassé par le terrorisme islamique du FIS-GIA ; que j'ai été un militant communiste partisan de l'indépendance de l'Algérie ; que dans cette Algérie indépendante, j'ai toujours été un contestataire ; que j'ai été en quelque sorte excommunié à partir du moment où je me suis posé la question du « pourquoi ? » de l'exode massif des

non-musulmans en 1962, et que mes films, réalisés à partir de la France, m'ont mené à l'évidence que c'était le projet nationaliste même qui excluait toute mixité ethnique. Le point d'orgue étant la censure de mon film *Algérie, histoires à ne pas dire* par les autorités algériennes en 2007, et, plus grave encore, ma condamnation par mes anciens « camarades ».

D'emblée il me faut dire que je ne puis dissimuler mon effarement devant la personnalisation de ce « rapport ». Dans cette démarche de « réconciliation » souhaitée par le Président de la République, Stora représenterait donc la Voix de la France ? Mais même si cela était vrai, n'eût-il pas fallu que son auteur s'efface ? Au lieu de quoi le lecteur, gavé d'auto-citations, se voit encore infliger son autobiographie politique, et même ses amitiés algériennes¹ ! Jusque-là, je croyais que lorsqu'on était missionné par l'Etat, on accomplissait une tâche d'envergure nationale. Généralement, et comme il se doit, lorsque l'on n'est pas soi-même un cadre de l'Etat, on est même rémunéré. Serait-ce une indiscretion de demander à quelle hauteur l'a été Stora qui, par ailleurs, fait éditer ce rapport sous forme de livre, à son propre nom naturellement ?

Ceci pour la forme.

Pour le fond, on est troublé par la question du *statut* de ce « rapport ». On ne sait jamais à qui ce rapport est destiné. Apparemment à la France, surtout. Mais, sur le ton de la prière, à l'Algérie aussi puisqu'on lui demande de faire « *son possible* » pour que les Harkis puissent librement y circuler, ou qu'on la prie *de bien vouloir faciliter* l'accès aux archives pour les étudiants français. Ce qui est une grande supercherie, car Stora devrait être le premier à savoir que les archives de la guerre ALN-FLN ne seront jamais ouvertes ni aux Algériens ni encore moins aux étrangers, en tous cas tant que la démocratie ne pourra s'y imposer. Si l'objectif est bien de réconcilier des mémoires meurtries, il y avait

pourtant tant de choses à demander à l'Algérie ! (voir plus bas, « mes préconisations »).

Mais au fait, n'était-il pas prévu originellement une rédaction duelle, franco-algérienne ? Pourquoi Stora ne commence-t-il pas par s'expliquer à ce sujet ? Pourquoi donc une publication unilatérale qui déséquilibre profondément ce rapport, une publication qui, on peut le supposer, n'aurait pu être consentie sans une lecture préalable du Président de la République lui-même ?

DESEQUILIBRES

Je suis en effet atterré par le profond déséquilibre qui marque et délégitime ce « rapport ». « Réconcilier » après un conflit, quel qu'il soit, exige au minimum que l'on écoute les parties en conflit avec autant de respect, voire d'empathie. Or lorsque des « massacres » y sont évoqués, il ne s'agit que de ceux dont ont été victimes les « Algériens ». Stora ignorerait-il que dans la région de Sétif en mai 1945, puis dans le Constantinois le 20 août 1955, ce sont les nationalistes arabes qui déclenchèrent des insurrections dont la cible, au faciès, furent les non-musulmans, n'épargnant même pas les communistes, pourtant partisans de l'indépendance ? Stora ignorerait-il les livres de Roger Vétillard² ? Lorsque l'on parle des Harkis, on évoque des « représailles », ce qui est reprendre à son compte le narratif de l'Etat algérien les criminalisant³.

Lorsqu'on cite les noms de ceux dont on a pris conseil, on peut par exemple lire le nom de l'association « Coup de Soleil », dirigée par le socialiste Georges Morin, proche des convictions de l'auteur, mais pas celui du « Cercle Algérieniste » qui est pourtant la plus grande association de Pieds Noirs, d'opinions politiques diverses. Déséquilibre

encore lorsque l'on convoque certains historiens, et pas d'autres... Comment ignorer Pierre Vermeren, pour ce qui est de l'histoire contemporaine du Maghreb ou de Jacques Marseille lorsqu'on parle de colonisation, lequel, à contre-courant, démontra qu'à compter de 1930, l'empire colonial fut loin d'être d'un bon rapport pour les Etats et qu'il entrava même le développement économique de la France... Pressé depuis des années de parler du massacre du 5 juillet 1962 commis à Oran par le FLN-ALN, Stora y consent enfin, mais lorsqu'il évoque « la question des disparus », il ne cite pas *Silence d'Etat* de Jean-Jacques Jordi le seul livre sur cet événement qui donne les noms des tués et disparus, plus de 700. Déséquilibre aussi lorsqu'il détaille l'action musclée de l'armée française durant la « Bataille d'Alger » sans dire qu'elle fut provoquée par une vague terroriste FLN de grande ampleur qui cibra avec des bombes essentiellement des civils. Stora parle « des 3 000 disparus algériens de la « bataille d'Alger » », mais pourquoi tait-il les 3 000 disparus non-musulmans de l'année 1962, et à partir du « cessez le feu » du 19 mars 1962, largement documenté par Jean Monneret dans *La Phase finale de la guerre d'Algérie*⁴, cet historien ayant été aussi été le premier à publier sur le 5 juillet 1962 à Oran, *La Tragédie dissimulée*. Déséquilibre encore lorsque Stora donne les noms de femmes arabes torturées et violées par des militaires, mais pas ceux de ces deux enfants Nicole Guiraud et *Danielle Chiche dont la bombe posée au Milk Bar d'Alger par Zohra Drif, arracha, respectivement, le bras et la jambe.*

Ces « déséquilibres » sont trop nombreux pour être ici signalés, ils sont la trame même de ce « rapport ».

L'auteur avait pourtant tenu à se revendiquer d'une « histoire non hémiplegique » (formule du « Cercle Algérieniste » dont la source est tue !). Mais est-il possible de se refaire, lorsque toute sa vie on a pratiqué l'histoire comme un militant politique sans s'obliger à se remettre en question, comme tout

historien lié par ses origines à cette histoire devrait s'y astreindre ? Dans le cas de Stora, c'est évident que non. Cependant, hormis la propre responsabilité de l'historien, n'y a-t-il pas celle tout aussi évidente du Président de la République qui a confié un rapport si délicat à un *seul* homme, en faisant automatiquement un historien *officiel*. Qu'il ait été incapable de s'évader de ses propres préjugés ou qu'il ait essayé de répondre à la demande politique du président, Stora a chuté, gravement. Comme ne manqueront pas de chuter tous ceux qui se dispenseront d'interroger les narratifs historiques à l'œuvre tant en France qu'en Algérie. Car ceci est un préalable.

NARRATIFS DE L'ETAT ALGERIEN ET DE L'ETAT FRANÇAIS

Le narratif de l'Etat algérien est assez sommaire. L'Algérie a été colonisée. La colonisation est un crime absolu (économique, politique, culturel). La guerre de libération a été la seule manière d'accéder à l'indépendance. Seuls les Arabo-musulmans sont automatiquement Algériens, ce que le Code de la nationalité de 1963 entérine. Les autres, les colons, c'est-à-dire des étrangers, se devaient de quitter l'Algérie. L'indépendance n'a pas mis fin à la négativité du colonialisme, puisqu'il a mué en « néo-colonialisme ». 60 ans après, l'Algérie en subit toujours « les séquelles », sans doute *ad vitam aeternam*. La France doit se repentir, sans doute aussi *ad vitam aeternam*.

Le narratif de l'Etat français est presque aussi caricatural, sauf qu'il a tant évolué qu'aujourd'hui il serait presque le calque du narratif de l'Etat algérien. Mai 1945 et août 1955 ont été des « *massacres* » commis uniquement par l'armée française. Et par la bouche de son dernier et actuel Président de la République, « *la colonisation a été un crime contre l'humanité* ». Hier, bienfait civilisationnel, aujourd'hui méfait absolu.

Pour ma part, je considère que le principal obstacle à la réconciliation franco-algérienne réside dans ce double, voire aujourd'hui unique, narratif historique, car il fait écran à la vérité.

Ne pas s'interroger à son sujet, ne pas le remettre en question conduira à reproduire sans fin les ressentiments des uns et des autres. Cette remise en question ne pourra être le fait que d'authentiques historiens capables de tenir à distance leur opinion politique, voire leur nationalisme, et non d'historiens officiels adoubés par les deux Etats. Indépendance des historiens, liberté de pensée, accès libre aux archives algériennes et françaises, sont des préalables absolus.

Fin de la première partie

**« Missionné » par ma propre conscience,
Jean-Pierre Lledo**

1. Ici, Merdaci, gratifié de ''grand historien'' sans que nous sachions à quel titre ! L'ayant connu depuis 1963, donc bien avant Stora, je puis témoigner qu'en Août 2005 alors que je préparais mon dernier film sur l'Algérie, il me parla de la conférence qu'il allait prononcer lors de la grande messe annuelle d'un ''Colloque national pour le 20 Août 1955'', en me disant son admiration pour Zighout Youcef, qualifié de ''grand stratège'', lequel dirigea le massacre au faciès de 130 non-musulmans... [↩](#)
2. « *Sétif, Guelma, mai 1945, Massacres en Algérie* » (2de édition), éditions de Paris, Versailles, 2011. « *20 août 1955 dans le Nord-Constantinois : un tournant dans la guerre d'Algérie ?* », éditions Riveneuve, 2011, 3ème édition augmentée 2014. « *La dimension religieuse de la guerre d'Algérie 1954-1962* », éditions Atlantis, Friedberg, 2018. « *La guerre d'Algérie, une guerre sainte ?* » éditions Atlantis, Friedberg, 2020 [↩](#)

3. Fatima Besnaci-Lancou, Dalila Kerchouche et 49 cosignataires. *Figaro du 28 janvier 2021* [↵](#)
4. On me signale aussi le travail de recherche et d'alerte réalisé par l'ASFED (Association pour la Sauvegarde des Familles et Enfants de Disparus) dès la fin de la guerre, ainsi que du GRFDA (Groupe de Recherche des Français Disparus en Algérie) créée en 2002. [↵](#)

https://www.revuepolitique.fr/rapport-de-benjamin-stora-avis-de-jean-pierre-lledo-1ere-partie/?fbclid=IwAR2REtAPXRh_ZgdApHMsVLK9RA64ddDYKBUr9hl4FJyz4lhLGi53Wg1IMuE